



VISION 2030
LE MINISTRE KAKO
NUBUKPO RENCONTRE LES
POPULATIONS À LA BASE
 P.7

Le Ministre Kako Nubukpo

Admission du Togo à la norme ITIE
LE ROC-TD EN FAIT LARGE
ÉCHO
 P.7

N° 404 du 06 août 2014 / Prix: 250 Fcfa

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
 Maison de la presse, casier N° 61
 Directeur de Publication
 Tchaboré Bouraïma
 Contact: 90 04 71 59
 E-mail:
 tchaboremessenger@yahoo.fr
 Imprimerie: Saint-Louis

LE MESSAGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

Journée de la femme
Africaine
LES AUTORITES RENDENT
HOMMAGE À LA FEMME
TOGOLAISE
 P.2

Sommet Etats-Unis/AFRIQUE et lutte contre les espèces protégées



FAURE GNASSINGBÉ INVITE À UNE COOPÉRATION
INTERNATIONALE PLUS ACCRUE
UN INVESTISSEMENT DE 14 MILLIARDS DE DOLLARS
ANNONCÉ POUR L'AFRIQUE
 P.3 & 5

Affaire Hôtel Sarakawa

UNE ADMINISTRATION
PROVISOIRE GÈRE
DEPUIS LUNDI L'HÔTEL
 P.4

PRÉSIDENTIELLE DE 2015
ALBERTO OLYMPIO,
CANDIDAT DU PARTI
DES TOGOLAIS
 P.4



Alberto Olympio, candidat investi de PT

Journée de la femme Africaine

LES AUTORITÉS RENDENT HOMMAGE À LA FEMME TOGOLAISE

La communauté africaine a célébré le 31 juillet 2014 pour la 52ème fois la journée de la femme africaine autour du thème "Rôle de la femme et des filles dans l'éducation, les sciences et les technologies en vue d'une renaissance africaine". A l'occasion, l'Organisation Panafricaine des Femmes (OPF) a organisé une rencontre d'échanges dont le but est de promouvoir les femmes et les filles dans l'éducation, la santé et la technologie.

A l'hôtel Eda Oba où la rencontre a eu lieu, la ministre de l'Action Sociale Dédé Ahoéfé est revenue sur la qualité de la femme d'une façon générale et celle togolaise en particulier.

Elle a profité de l'occasion



Les officiels

pour valoriser les femmes et les filles togolaises. D'après madame la ministre, les femmes togolaises sont connues pour être des

femmes battantes qui apportent une contribution de taille par leur intelligence, leur travail acharné, leur ingéniosité,

leur sens d'affaire, leur créativité, leur esprit novateur et leur sens aigüe de responsabilité pour le bien-être familial. Elle a, dans son discours de circonstance rendu hommage aux femmes qui s'illustrent bien dans le domaine de la science de l'éducation et la technologie entre autre Mme BITHO Isabelle professeur titulaire en biologie, Mme Tchangai-Walla Kissem, Mme KPEGBA Kafui, Mme AYEVA Koko etc....

"Les compétences scientifiques et technologiques sont indispensables pour promouvoir des avancées dans plusieurs domaines clés tels que les infrastructures, l'énergie, la santé l'éducation, la

télécommunication. Ainsi, promouvoir les filles et les femmes dans ces secteurs doit permettre de donner une impulsion forte au développement de notre pays en lien avec nos ambitions légitimes de prospérité et de bien-être social" a-t-elle laissé entendre.

Plusieurs actions et programmes étaient au menu de cette célébration au Togo. On peut citer entre autre des messages télévisés de Madame la ministre de l'action sociale et de la promotion de la femme, des tournées de sensibilisation, des causeries-débats dans les régions, préfectures, villes, villages et quartiers.

DJADE Charles

Phénomène de grossesse scolaire en milieu scolaire

BIENTÔT DES DISPOSITIONS LÉGALES POUR PUNIR LES AUTEURS

Selon les statistiques, au Togo il a été recensé au cours de l'année 2012-2013 plus de 7000 cas de grossesses dont l'âge est compris entre 08 et 12 ans. Face au phénomène qui prend de l'ampleur, le Centre Autonome d'Etude et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERT) en collaboration avec le ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme, a initié à l'intention des parents et des élèves, un atelier d'échange, le jeudi 31 juillet dernier à Lomé pour essayer de discuter du sujet.

Au Togo, l'éducation de la jeune fille est souvent menacée par des cas de grossesses non désirées. Ce qui selon le Cadert, échappe aujourd'hui à tout contrôle avec pour conséquence des jeunes filles qui écourtent leurs études au détriment des garçons qui eux poursuivent leur cursus en toute tranquillité.

La ministre Dédé Ekoue de l'Action sociale qui assistait à la rencontre



Table d'honneur

a dans son intervention félicité l'initiative prise par le Cadert pour rassembler les acteurs de la protection de l'enfance, les acteurs du système éducatif, élèves et parents afin de discuter et échanger sur le sujet. Elle a réitéré l'engagement ferme et résolu du gouvernement dans la lutte contre ce fléau des grossesses en milieu scolaires, non seulement à travers la redynamisation du secteur de l'éducation à la vie familiale et en matière de population, mais aussi à travers le soutien à toutes initiatives comme du CADERT.

DJADE Charles

LA SANTÉ NUTRITIONNELLE DES ENFANTS AU TOGO AU CŒUR D'UN ATELIER D'ÉCHANGE

Au Togo, malgré la mise en place des différents programmes depuis plus de trois décennies, notamment le Plan national de développement de la santé et l'adoption d'un nouveau Plan 2009-2013, les indices d'évaluation de l'état nutritionnel des enfants montrent qu'il n'y a pas tellement d'amélioration. Ainsi, dans le souci d'harmoniser les actions qui permettront de relever le défi, le Centre Autonome d'Etude et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERT) a initié jeudi 31 juillet à Lomé un atelier sur la thématique « analyse des inégalités de santé nutritionnelle des enfants au Togo ». La rencontre s'est tenue en présence du directeur exécutif par intérim du Cadert Dr Akilou et une cinquantaine d'acteurs de la santé des enfants.

En effet, les inégalités de la santé notamment celle de la santé nutritionnelle des enfants constituent une réalité au Togo. Pour le directeur du Cadert, Dr Akilou pour réaliser le développement à court et long



Les participants

terme dans notre pays, il faudra nécessairement combattre le fléau par des politiques sociales et de santé publique et la réduction des inégalités et d'amélioration de la santé néonatale.

Des pistes de politiques de santé ont été scrutées par les participants à la fin des échanges. Concernant ces pistes, on cite entre autres le renforcement de la politique d'éducation de base, la fourniture aux populations de zones reculées des infrastructures sanitaires, la mise en œuvre de la politique tendant à accroître le revenu des ménages de familles etc.....

DJADE Charles
le Messager

Sommet Etats-Unis/AFRIQUE et lutte contre les espèces sauvages protégées

FAURE GNASSINGBÉ INVITE À UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE PLUS ACCRUE UN INVESTISSEMENT DE 14 MILLIARDS DE DOLLARS ANNONCÉ POUR L'AFRIQUE

Le sommet Etats-Unis/Afrique qui se déroule en ce moment à Washington est à son 3e jour. Déjà lundi, le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé n'a pas attendu que les travaux du sommet entrent dans sa phase active avant de commencer par travailler sur des questions de l'Environnement. Ainsi dans la matinée de lundi 04 Août 2014, il a reçu le secrétaire US à l'intérieur, Sally Jewell, pour évoquer les efforts déployés par le Togo dans la lutte contre le trafic des espèces protégées. Courant cette année 2014, le Togo avait été félicité spécialement par le secrétaire d'Etat Américain, John Kerry, pour son engagement dans la lutte

contre les réseaux de trafiquants des espèces protégées. Depuis plusieurs années, le Togo fait preuve d'une volonté qui n'en est pas une, dans ce combat. Plusieurs trafiquants ont été arrêtés dans le pays avec des tonnes d'ivoire en direction des pays d'Asie ou d'Amérique. Dans l'après-midi de ce même jour, Faure Gnassingbé a assisté à une conférence de haut niveau toujours sur le sujet. Occasion pour lui, d'évoquer et de réaffirmer clairement l'engagement du Togo dans cette lutte. Là, le chef de l'Etat togolais a réaffirmé la nécessité de développer des outils répressifs appropriés pour lutter efficacement contre le trafic des espèces sauvages protégées. « Il ne s'agit pas seulement de protéger la faune sauvage mais aussi de mettre en place des mécanismes de répression plus efficaces pour sanctionner ceux qui utilisent notre territoire à des fins de trafic », a laissé entendre Faure Gnassingbé parlant du cas spécifique du Togo. La stratégie mise en place au Togo souffre de moyens limités. A ce propos, le Chef de l'Etat togolais a insisté sur la nécessité de développer une meilleure stratégie de lutte, adaptée à



Faure Gnassingbé lors de son intervention à Washington

la situation du pays qui est un pays de transit pour le trafic des espèces sauvages protégées. Pour lui, c'est parce que les pays africains s'efforcent de promouvoir le commerce que les facilités octroyées dans le cadre de la promotion de la libre circulation des personnes et des biens sont malheureusement utilisées par les trafiquants pour l'écoulement de leurs produits. « Une fois qu'ils sont en possession de leurs produits, les trafiquants cherchent des issues. Nous avons allégé certaines barrières pour faciliter la circulation des biens et des services et les trafiquants en profitent pour faire passer leurs marchandises », a-t-il précisé. Les solutions ne manquent pas. Et Faure Gnassingbé pense que l'une d'entre elles, se trouve dans le renforcement de la formation du corps judiciaire afin de le doter des outils et de la capacité requise pour sanctionner sévèrement les trafiquants. Le renseignement est également un outil précieux dans cette lutte pour le chef de l'Etat qui demande que les Etats s'y engagent afin de mettre cet outil au service de la lutte contre le trafic des espèces en intensifiant la

coopération internationale.

Le sommet Etats-Unis/Afrique, c'est aussi une histoire d'opportunités et justement s'agissant des opportunités, les africains ne veulent pas rater l'occasion.

Après le débat lundi sur les accords d'AGOA (accords de libres échanges) que les africains veulent qu'ils soient reconduits pour une période de 15 ans, place depuis hier aux affaires.

Avant le dîner à la Maison Blanche, la journée de mardi a été consacrée aux affaires. Les chefs d'Etats africains, accompagnés de patrons africains, ont pu nouer des contacts, faire la promotion de leurs pays, et signer certainement des contrats avec les directeurs exécutifs des multinationales américaines. Ceux-ci porteront sur un montant de 900 millions de dollars, selon le gouvernement américain. A cette occasion, et c'est le vœu de l'administration Obama, il n'a pas été question de discours longs. Le dialogue et les échanges ont été plutôt privilégiés

Pour l'administration Obama l'esprit « atelier » est peu orthodoxe pour des Africains très sourcilleux

ascension. », A-t-il laissé entendre

Mise en avant des opportunités africaines

Les Africains le savent, la Maison Blanche ne devrait pas signer un immense chèque pour l'aide publique au développement de l'Afrique. Barack Obama et le département d'Etat n'ont eu de cesse de le répéter : il s'agit avant tout d'ouvrir les yeux des Américains sur les opportunités que présente le continent. Or aujourd'hui, un nombre limité de géants privés américains se concentrent sur un nombre limité de pays africains - Nigeria, Afrique du Sud, Angola - et sur un nombre limité de secteurs, essentiellement les hydrocarbures. Aujourd'hui, l'Afrique représente 1% des investissements Américains. Et il est annoncé un investissement américain de 14 milliards de dollars.

Selon John Campbell, ancien ambassadeur américain au Nigeria et chercheur au Council on Foreign Relations, l'Afrique présente de plus vastes opportunités : « L'Afrique n'est plus le lieu qui subit des



Barack Obama, le Président Américain

Le sommet est très important, c'est la première fois que nous avons tous les dirigeants africains à Washington DC. Et les patrons des grandes entreprises américaines seront là, avec les dirigeants religieux et aussi la société civile américaine, et cela montre l'intensité des relations entre les Etats-Unis et un continent en pleine

crises humanitaires en cascade. Selon les projections dans cinquante ou soixante années, l'Afrique sera le continent le plus peuplé du monde, et cela implique d'immenses marchés. Et l'Afrique va être sous les projecteurs des médias américains comme jamais au cours d'un sommet qui, en plus, se

(Suite à la page 5)
le Messager

PRÉSIDENTIELLE DE 2015

ALBERTO OLYMPIO, CANDIDAT DU PARTI DES TOGOLAIS

« J'entends mes adversaires dire que je n'ai pas d'expérience politique, je me demande de quelle expérience politique parlent-ils pour avoir mis le pays dans cet état. Eh bien mon expérience est différente. Mes chers amis, je vous le dit. Avoir de l'expérience, c'est concevoir des projets, avoir des idées, s'entourer d'hommes et de femmes selon leurs compétences et leurs mérites, les guider pour faire réussir ces projets, tout en restant droit, loyal et en n'ayant à l'esprit que l'intérêt général », c'est en substance le message délivré le vendredi 1er août 2014, par Alberto Olympio, le Président du Parti des Togolais à l'occasion de son 1er congrès ordinaire.

Devant les délégués et militants du congrès le candidat à la présidentielle de 2015 a dévoilé ses ambitions pour le Togo, bien sûr après qu'il ait été plébiscité par les militants pour être leur porte-flambeau pour l'élection présidentielle de l'année prochaine. C'est devant deux autres candidats que les délégués venus de 35 préfectures du pays ont porté leur choix sur Olympio Alberto. Il s'est dit confiant et sûr de lui pour rempoter la présidentielle de 2015. Abordant la question sur le mode de scrutin, il a laissé entendre qu'il préférerait un mode de scrutin à 2 tours. Mais que si le pouvoir maintenait un seul tour qu'il pouvait le battre. « Nous préférons le scrutin à deux tours. Mais si le pouvoir le maintient à un



Les militants délégués du Parti des Togolais

seul tour, nous le battons dans les urnes, je le sais, nous le savons. Personne, ne vous volera la victoire, pas cette fois-ci. Plus jamais ! », a déclaré le désormais candidat Olympio qui n'a pas hésité à s'en prendre au parti au pouvoir qu'il accuse d'avoir mal géré le pays. Le candidat du Parti des Togolais à la prochaine présidentielle, dit compter sur sa riche expérience acquise en Europe et aux USA pour redresser le Togo. Pour lui, Le Togo est un diamant brut qu'il faut tailler, polir. « Nous sommes ici aujourd'hui parce que nous aimons notre pays, parce que nous aimons travailler pour notre pays, parce que nous voulons le changement », a laissé entendre M. Olympio. «

...J'en ai fait la preuve. J'ai cette expérience. Je n'ai hérité, ni d'une entreprise, ni d'un pouvoir. Chaque pan de ma vie, je l'ai construit, à force de travail, de ténacité et je sais qu'ensemble avec toutes les togolaises et tous les togolais, nous allons rebâtir notre pays, notre beau pays sans laisser personne au bord de la route», avant de conclure «Peuple Togolais, accorde-moi ta confiance, je saurai m'en montrer digne».

M. Olympio a appelé enfin le peuple togolais à proscrire l'esprit de vengeance et de chasse aux sourcières. « Croyez-moi, c'est contre productif. L'histoire sera le seul juge des uns et des autres. Moi je vais consacrer toute mon énergie



Alberto Olympio, candidat investi de PT à la mise en œuvre de notre projet de société si vous me faites l'honneur de faire de moi votre prochain président », a-t-il conclu. Le parti des Togolais est le 105ème parti politique sur l'échiquier politique togolais.

M. Olympio aura fort à faire dans un climat politique emprunt de suspensions de toute sorte surtout celles provenant de l'opposition. D'ailleurs, le premier essai en été fait avec ce premier congrès qui n'a vu que la présence le parton de l'Appel des Patriotes Fulbert Attiso

Charles

Affaire Hôtel Sarakawa

UNE ADMINISTRATION PROVISOIRE GÈRE DEPUIS LUNDI L'HÔTEL

Fermé il y a 3 semaines, plus précisément le 21 juillet 2014 pour non respect des engagements pris, l'hôtel Sarakawa est depuis lundi dans les mains d'une équipe d'administration, en attendant le lancement d'un appel d'offre internationale. C'est une information de sources proches du dossier. Le gouvernement a tenu à respecter ses engagements en versant le salaire des employés pour le mois de juillet.

L'Hôtel Sarakawa était depuis plusieurs années géré par le groupe français

ACCOR. Ce dernier a depuis quelques temps cessé de respecter les clauses du contrat. L'Etat togolais ne voulant pas laisser la situation perdurer a sonné ACCOR de revoir sa position. Mais les nombreuses tentatives de ramener à l'ordre le groupe français sont restées sans suite. Et faute d'accord entre ACCOR et l'Etat togolais, les autorités du pays ont donc décidé de prendre ses responsabilités en mettant hors le groupe par une décision judiciaire.

Après l'expulsion du groupe, des informations ont fait état de ce

qu'ACCOR s'apprêterait à attaquer l'Etat togolais en justice. Jusqu'à ce jour, il n'en est rien de cela.

Cette annonce de reprise de l'hôtel par une administration provisoire est un leur espoir pour les employés de l'hôtel qui craignaient pour leur avenir. Ces employés depuis plusieurs années ont tenu à dénoncer les conditions misérables dans lesquelles ils travaillent. Les responsables d'alors ont préféré faire la sourde oreille, piétinant ainsi les droits des employés. C'est un soulagement aujourd'hui, mais un



soulagement mêlé d'inquiétude. Quand la situation va-t-elle changer ? C'est la grande question.

Vivement que cet appel d'offre dont il est question

viene le plus rapidement pour éviter que perdure la situation.

La rédaction

Lu sur le net !

Renouer avec le sauvage pour une sexualité épanouie

Accessoires, conseils en tout genre nous invite à booster votre libido... mais n'aurions pas oublié une part essentielle de notre sexualité en chemin : notre animalité ? Lui donner à nouveau la part belle pourrait avoir des effets très positifs sur notre sexualité. Etat des lieux avec Catherine Oberlé, sexothérapeute spécialisé en Gestalt, sur nos ébats "sauvages".

Une sacrée tigresse ! Un vrai taureau !... Les petits noms pour qualifier des ébats où domine une partie de nous qui échappe aux diktats, sont parlants... Coups de griffes et éructations semblent au rendez-vous, comme autant de pas de côté sexuels. Notre part d'animalité n'est-elle pas un ressort essentiel de notre libido ? Comment la libérer pour plus de plaisir ?

Animalité, instincts et sexualité

"L'animalité est en lien avec notre nature instinctuelle, avec l'énergie de vie brute, celle du désir charnel" explique Catherine Oberlé, sexothérapeute spécialisée en Gestalt. Cette dimension, mal connue peut résider à la fois dans la douceur de la fleur qui s'ouvre, et l'agressivité de mâchoires prêtes à mordre. Si les expressions qui y sont reliées parsèment notre vocabulaire sexuel, elles n'en sont pas moins teintées de vulgarité et souvent perçues comme négatives.

Pour preuve, "se faire prendre comme une chienne", "baiser comme un lapin" ou inversement "avoir la sexualité d'un bigorneau" sont autant d'aperçus de nos représentations animales, et de notre volonté à nous en différencier. "Les femmes à cet égard sont plus réticentes que les hommes, qui eux s'y soumettent plus volontiers" précise notre expert. C'est d'autant plus dommageable, que s'il y a bien un terrain où elle peut s'exprimer, c'est bien celui de la sexualité !

Les freins féminins à une sexualité plus sauvage

Si cette dimension a reculé dans les contrées plus lointaines de notre psyché, il y a plusieurs raisons. Face à l'animalité des hommes, les femmes ont coutume de faire un pas en arrière. Résultat, ces derniers hésitent à se lancer. Sous la couette avec leur légitime, les loups hurlant à la lune ne sont plus légion. Prises dans le feu de représentations, les femmes se censurent elles-mêmes : "Si je me comporte comme une bête, que va-t-il penser ?", "Et si j'aimais ça !"... L'étiquette de "grosse cochonne" continue à rôder...

Céder à sa nature sauvage et à un désir animal équivaut à lâcher le contrôle, et entraîne de nombreuses peurs. A l'inverse garder le contrôle est plus sécurisant... Si les femmes réclament à corps et à cris le droit au plaisir, force est de constater qu'elles y vont à reculons... Catherine Oberlé est formelle : "Bien qu'on s'en défende à une époque de libération sexuelle, nous en sommes encore là !".

Sexe sauvage : des vertus sur notre libido

Pourtant, ce désir instinctif s'exprime à leur insu. "C'est à travers leurs fantasmes qu'il refait surface" rappelle notre expert. C'est là qu'elles contactent le désir d'être prises "sauvagement". Rien d'étonnant à cela puisque notre animalité nous ramène à nos origines.

(A suivre)

**Festival Kiyèna à Kara
1ÈRE ÉDITION, 1ÈRE PROMESSE
TENUE PAR LE GRIOT MALÉKI**

Le peuple Kabyè a respecté courant juillet les rites traditionnels Evala et Akpéma à travers la plupart des cantons de la préfecture de la Kozah. Toute une panoplie de valeurs socioculturelles qu'il a fallu répéter au grand jour. Et c'est ce à quoi, a pu concourir la toute première édition du festival Kiyèna, organisé le 2 août sur l'esplanade du palais des congrès de Kara.



Un groupe de festivaliers

Cette édition du festival Kiyèna a accueilli les groupes de prestataires folkloriques de 9 cantons de la Kozah ainsi que les différents chefs traditionnels desdits cantons. Le grand public de Kara a eu droit à des moments inédits de danses et rites au passage, tour à tour de tous les groupes qui ont exhibé autant de variétés initiatiques du jeune kabyè comme « Evala, Tchimou, Essakpa, Akpéma, Kondona ou Kpadjaw ». La sortie sur scène du Griot Maléki a été le moment fort du festival. Etait aussi de la partie, l'art culinaire du terroir Kabyè.

« Le festival Kiyèna dans la Kozah est initié à l'honneur des jeunes, filles et garçons,

en pays kabyè. C'est le prolongement des rites initiatiques, Evala et Akpéma. Le jour de Kiyèna, c'est une danse qui est organisée. Nous avons pris cette initiative parce que nous avons constaté que des danses sont en voie de disparition. La préfecture de la Kozah regorge de plusieurs danses traditionnelles et nous nous lançons pour promouvoir toutes ces danses. Pour la prochaine édition, nous promettons une multitude de chants et danses » a dit le Griot Maléki, initiateur du Festival Kiyèna.

Cette initiative a été soutenue par le ministère de la communication, de la culture, des arts et de la

formation civique. Déjà à sa première édition, le festival Kiyèna a tenu ses promesses avec suffisamment d'engouement, selon le représentant de Mme la Ministre, Sogoyou Keguèwé, Conseiller Technique au Ministère de la communication. « Pour un coup d'essai, c'est un coup de maître. La culture est ce qui nous rassemble le mieux, elle génère le plus la paix et la cohésion sociale. En prenant des initiatives comme le Griot Maléki ou en soutenant la culture, nous donnons un coup de pouce à cette paix dans notre préfecture et dans notre pays », a-t-il souligné.

C. M.

**Sommet Etats-Unis/AFRIQUE et lutte contre les espèces sauvages protégées(Suite)
FAURE GNASSINGBÉ INVITE À
UNE COOPÉRATION
INTERNATIONALE PLUS ACCRUE**

déroulera sur plusieurs journées, et cela aura un impact.»

Pour nombre d'observateurs cela dit, ce sommet vient trop tard. La Chine, la France, la Turquie et le Japon organisent depuis longtemps des sommets avec l'Afrique. Barack Obama a attendu son deuxième mandat pour lancer son programme Power Africa, son deuxième mandat pour entamer une tournée en Afrique, et son deuxième mandat pour organiser ce sommet. « L'administration Obama s'est totalement focalisée sur l'Asie et a négligé l'Afrique », explique l'universitaire américain Ricardo René Larémont. « Elle a laissé le terrain aux Chinois, aux Brésiliens et aux Français. Ce que l'on va voir durant le sommet, ce sera de l'affichage, du théâtre, qui ne sera pas représentatif du faible niveau de relations entre les Etats-Unis et le continent africain », affirme le chercheur spécialiste de l'Afrique pour le think tank Atlantic Council.

Le département d'Etat insiste : les droits de l'homme et les questions de gouvernance seront abordés tout au long du sommet. Obama avait déclaré lors de son discours à

Accra, en 2009, « l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts elle a besoin d'institutions fortes ». La semaine dernière, il a indiqué devant les jeunes dirigeants africains du programme Yali qu'il était opposé aux projets d'amendements constitutionnels qui visent à prolonger le règne des présidents sortants. Sont visés les présidents du Burkina Faso, de la RDC et du Congo-Brazzaville, qui assistent au sommet.

« Le sujet ne peut pas ne pas être abordé », assure Christopher Fomunyoh. Pour le patron du bureau Afrique du National Democratic Institute, proche du parti démocrate, les projets de ces chefs d'Etat sortants sont d'un autre temps : « Ce n'est plus un secret que les jours des présidents à vie sont dépassés, ce n'est plus un secret que les Africains aspirent à être gouvernés autrement, ce n'est plus un secret que dans de nombreux pays, les tensions sociales et politiques sont liées à la volonté de certains chefs d'Etat africains de s'éterniser au pouvoir. »

LM et RFI

LA PROBLÉMATIQUE D'UNE CONSTITUTION NATIONALISTE

(Dr David IHOU)

Si Jean-Pierre Fabre, Eric Dupuy et les autres politiciens fanatiques, avaient beaucoup réfléchi, ils n'insisteraient pas trop sur la rétroactivité des lois constitutionnelles et institutionnelles...

Au Togo, le débat qui fait rage depuis des mois, est la question de la limitation des mandats du Président de la République à deux. Nous sommes de ceux qui sont favorables à un mandat présidentiel de cinq ans, renouvelable une seule fois, et nous sommes de ceux qui, pendant la transition démocratique, avaient rédigé l'ossature de la Constitution adoptée par référendum, le 14 octobre 1992, par 96 % du peuple togolais. Nous sommes aussi de ceux qui ont défendu, bec et ongles, le code électoral de non exclusion, qui permettait, par exemple, à un certain Gilchrist Olympio, de pouvoir se présenter à la présidentielle, sans avoir à résider pendant 12 mois au moins, au pays... Mais, par myopie politique, l'opposition togolaise a boycotté les législatives de 2002, laissant le champ libre au Parti RPT d'alors, qui a modifié, en toute légalité, notre loi Fondamentale, par un Parlement monocolore : le mandat présidentiel est renouvelable à volonté, les élections sont désormais à un tour, et le Président de la République n'est plus obligé de nommer le Premier Ministre dans la majorité parlementaire !

Bien que la Constitution de 1992 ne soit pas parfaite (comme toutes les constitutions du monde), l'opinion publique togolaise est majoritairement favorable à cette mouture version 1992 de notre loi Fondamentale. Personnellement, moi, j'avais opté pour un système politique présidentiel, à la ghanéenne ou à l'américaine, mais nous avons été mis en minorité au niveau du gouvernement... Cette version 1992 aurait été remise au goût du jour lors du dernier vote sur la question, si une frange irresponsable de notre opposition n'avait pas posé une condition erronée de rétroactivité des dispositions actuelles de notre Constitution... Le projet de loi fut rejeté par 63 députés (et une abstention), sur 91 élus que compte notre Parlement...

L'idiotie politique, c'était, de s'en tenir à cette hérésie judiciaire qui voudrait un « effet immédiat » pour l'application de la loi, si elle est votée ! Me APEVON, ténor de cette

hérésie juridique, peut-il nous dire, ce qui se passera aujourd'hui, si le Parlement togolais vote une loi abolissant la polygamie ? Tous ceux qui ont 2, 3, 4 femmes, ou plus, vont-ils répudier leurs épouses, pour n'en garder qu'une ? Cette loi monogamique avait été votée en Tunisie (pays musulman), du temps de Bourguiba, mais les législateurs ont pris soin de préciser que la loi n'était pas rétroactive, dans son application...

Maintenant que le vin est tiré, il faut le boire ! Faure Gnassingbé va certainement se présenter en 2015, mais ce qui est nouveau, c'est que certains pensent, au sein du pouvoir, comme de l'opposition, (y compris moi-même) à serrer la vis, pour responsabiliser les hommes politiques togolais, en mettant dans le jeu politique, une Constitution « nationaliste », excluant certains togolais, qui ne sont pas de pure souche togolaise, et les empêchant de postuler au poste de candidat à la Présidence de la République togolaise !

Si j'étais Consultant pour le Parti UNIR, j'aurais conseillé aux responsables du parti gouvernemental, de sensibiliser les députés UNIR, pour voter OUI au dernier projet de loi de révision constitutionnelle, en ayant, auparavant, inséré une modification dans la mouture de l'article 62 de notre Constitution, qui serait libellé désormais, comme suit :

Article 62 nouveau : « Nul ne peut être candidat aux fonctions de Président de la République, s'il :

n'est exclusivement de nationalité togolaise de naissance, et de parents tous les deux togolais de naissance ;

n'est âgé de trente cinq (35) ans révolus, à la date du dépôt de la candidature ;

ne jouit de tous ses droits civils et politiques ;

ne présente un état général de bien-être physique et mental dûment constaté par trois (03) médecins assermentés, désignés par l'Ordre des Médecins du Togo, et acceptés par la Cour Constitutionnelle ;

n'a exercé, au moins pendant cinq ans, au Togo, un métier connu et confirmé par son corps professionnel ;

n'a résidé sur le territoire national, pendant les 15 dernières années, au moins pendant huit (08) ans.

Nous allons examiner ce que nous appelons une « Constitution

nationaliste », qui a cours, dans plusieurs pays du monde, et nous prendrons comme exemples :

- les ÉTATS-UNIS d'AMÉRIQUE

- L'Allemagne

A) Les Etats – Unis d'Amérique

Henry KISSINGER, le très brillant secrétaire d'Etat américain, aurait pu être élu Président des USA. Plusieurs lobbies ont essayé de voir, si on ne pouvait pas faire une révision constitutionnelle, en changeant l'article II de la Constitution américaine, pour lui permettre de briguer le fauteuil présidentiel du plus puissant pays du monde, mais rien n'y fit, c'était NIET !

L'article II de la Constitution américaine et les amendements qui s'y rattachent instituent les critères suivants d'éligibilité pour le Président des USA :

Etre né citoyen des Etats-Unis d'Amérique, sur le sol américain ;

Avoir résidé aux Etats-Unis pendant au moins 14 (quatorze) ans ;

Être âgé de 35 ans au moins ;

Ne pas être candidat à un troisième mandat.

Une personne née à l'étranger, et qui a été naturalisée, n'est pas éligible à cette fonction.

Il faut noter que les vice-Présidents sont soumis aux mêmes règles, mais ils ont le droit de se présenter autant de fois à ce poste de vice-président, s'ils veulent, à condition de ne pas avoir remplacé le président pendant plus de 2 ans (dans ce cas, ils ne peuvent briguer la présidence qu'une fois, et ne peuvent plus se présenter à la vice-présidence après). Un ancien Président ayant fait ses deux mandats, ne peut plus être candidat à la vice-présidence.

Il faut noter aussi que : « qu'il pleuve, qu'il neige, ou que le Président soit assassiné, l'élection a lieu tous les 4 ans, le mardi suivant le premier lundi du mois de novembre ».

Naturellement, vous ne pouvez pas avoir la double nationalité et être éligible à ces deux postes de président ou vice-président des USA...

L'exigence d'être né aux USA, (et de la nationalité unique) suscite beaucoup de débats, même avec Barak OBAMA. D'aucuns disent qu'il aurait une deuxième nationalité, kényane, qu'il cacherait, ou que son père cacherait, de même que sa mère, Mme Ann DUNHAM SUTORO et

qu'il ne serait pas né sur le sol américain... Mais, s'il est Président des USA, élu et réélu, c'est qu'il a rempli toutes les conditions d'éligibilité...

Le problème se pose aujourd'hui, pour le Sénateur républicain du Texas, Ted CRUZ, né en 1970, à CALGARY, au CANADA, d'un père originaire de MANTANZA, à CUBA, et d'une mère américaine de WILLINGSTON. On conteste déjà, qu'il ne pourra pas se présenter à l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2016, aux USA...

B) Le cas de l'Allemagne

Si c'était en Allemagne, Barak OBAMA ne pourrait pas être chancelier d'Allemagne ! Si son père kényan l'avait engendré avec une allemande, il n'aurait pas eu la nationalité allemande, de type A, réservée aux allemands, par lien de sang (père et mère devant être allemands) et non par lien du sol. Il pourrait avoir la nationalité de type B, réservée aux allemands nés « binationaux ». Il faut être né de père et de mère allemands, avant d'avoir la plénitude de la nationalité allemande ! Cette rigidité allemande vient aussi du drame qu'a fait vivre ADOLPH HITLER à l'Allemagne. Beaucoup pensent que s'il avait été allemand de souche, il aurait eu pitié du peuple allemand et aurait signé sa reddition, des mois plus tôt, pour épargner à son peuple, les souffrances atroces des derniers mois de la seconde guerre mondiale. Pire, le peuple allemand n'a pas apprécié qu'il se soit suicidé, par lâcheté, au lieu d'affronter la justice, comme beaucoup de ses plus proches collaborateurs, qui ont été pendus ! Bref, il a trompé son monde ! Rappelons qu'Adolph Hitler, 24^{ème} chancelier d'Allemagne, est né le 20 avril 1889, à BRAUNAU am Inn, en Autriche...

Le second exemple qui donne à réfléchir sur la double nationalité des dirigeants de ce monde, est le cas de l'ex-président FUJIMORI du PEROU. Japonais de naissance, naturalisé péruvien, il a été élu Président, avec un très bon score, puis, a plongé le pays dans la merde. Il s'est enfui après, cap sur le Japon, qui refuse de l'extrader ! C'est comme si, un jour, Jean-Pierre FABRE, élu Président du Togo, finit son premier mandat, en commettant plein de crimes économiques et politiques, et fuit en France, qui refuse de l'extrader ! Et de là, il nous nargue, comme FUJIMORI le fait avec les péruviens!

(Suite à la page 8)

VISION 2030

LE MINISTRE KAKO NUBUKPO RENCONTRE LES POPULATIONS À LA BASE

Après des séances de rencontre et de formation à l'intention de tous les acteurs consultables pour l'élaboration du document VISION 2030, cap sur l'intérieur du pays. C'est Dapaong a été la première étape où la délégation ministérielle posé ses valises. Ensuite ce mercredi 06 Août ce sera le tour des populations de la région de la Kara. Dans les deux régions, les différentes réunions vont permettre de prendre attache avec la population à la base, et leur expliquer le processus d'élaboration du document "VISION 2030", afin de recueillir leurs apports, suggestions et inquiétudes. Pour le ministre Kako Nubukpo, c'est une obligation que d'aller vers ces populations qui ont certainement beaucoup à dire dans ce projet. « Dans chaque régions nous échangerons avec les populations, les jeunes, les ruraux, les chefs de villages etc... », a-t-il déclaré. Il se dit confiant de l'adhésion de tous pour l'aboutissement de cette initiative noble pour le peuple togolais.



Le Ministre Kako Nubukpo

C'est le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé qui a imaginé le programme 'Vision Togo 2030'. Et selon sa projection, en 2030, le Togo doit devenir un pays émergent bénéficiant d'un taux de croissance de 7% avec des richesses équitablement réparties, de bons services de santé, un système éducatif performant, une économie en développement. Pas de

marketing, ni de belles promesses, mais une ferme volonté de parvenir à une croissance durable. Le chef de l'Etat a confié à Kako Nubukpo, le ministre chargé de la Prospective et de l'Evaluation des politiques publiques, le soin de mettre en musique cette partition. L'idée générale est que le processus d'accès à l'émergence doit impliquer



l'ensemble de la population, dans tous les domaines et peu importe l'appartenance politique. Il y va tout simplement de l'avenir du pays. Et c'est dans ce cadre que des réunions

thématiques sont organisées depuis plusieurs semaines à la fois à Lomé et en région.

DJADE Charles

Admission du Togo à la norme ITIE

LE ROC-TD EN FAIT LARGE ÉCHO

Le Togo est admis il y a plus d'un an à la norme internationale ITIE (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives). C'est une avancée dont les tenants et les aboutissants font souvent objet de débats publics. Il faut pour ce faire, donner les informations exactes et complètes relatives à la question. Au premier plan pour le faire, figurent les journalistes, acteurs de la communication. Nombreux, ils ont pris part le 30 juillet à Lomé, à une session de restitution et d'échanges sur les réformes dans le secteur extractif, session organisée par le ROC-TD, entendez Réseau des Organisations de la Communication pour la Transparence et le



Table d'honneur

Développement. « Les réformes en cours dans le secteur extractif togolais : normes ITIE, nouveau code minier togolais et textes d'application », c'est le thème si bien expressif autour duquel les hommes des médias ont échangé. Les participants ont été édifiés sur le rôle des



Photo de famille

organisations de la société civile dans le rayonnement de l'ITIE au plan international et dans la mise en œuvre de l'ITIE au Togo, la norme ITIE, le code minier et les textes d'application. « La norme ITIE demande que tout ce qui se passe dans le secteur extractif puisse être rendu public et

que cela serve de débats pour favoriser une meilleure gouvernance dans ce secteur. Il était donc important de ressourcer les journalistes, acteurs de communication pour leur permettre d'accompagner le processus de réformes dans le secteur », a indiqué Vincent Piabalo Tchandao, Président du

ROC-TD. Le Togo n'est pas que pays conforme à l'ITIE, il est aussi attributaire du « Trophée Cristal », un prix de la présidente de l'ITIE pour la meilleure communication.

Constant M.

L'ONG FIT ET DES ÉTUDIANTES HUMANITAIRES FRANÇAIS RÉALISENT DES ACTIONS HUMANITAIRES À KPIMÉ (KLOTO)



Des volontaires et des femmes de Kpimé après une sensibilisation

Six étudiants volontaires français (Jean Baptiste Morel, Noémie Carré, Julie Cornetet, Lawa Ducasse, Ariane Moraillon) ont bouclé ce 06 Août 2014 un séjour humanitaire au Togo. Arrivés dans le cadre des actions de développement de L'ONG Freinds International Togo (FIT) qui œuvre pour la promotion des Droits de l'Enfant au Togo, ces étudiants ont durant leur séjour travaillé au bénéfice de la communauté villageoise de Kpimé dans la préfecture de Klotou.

Plusieurs activités relatives à la santé, à l'éducation à la

culture et aux loisirs ont été réalisées avec et au profit de la communauté. Selon ces humanitaires français, le choix des différentes activités relevait de leur importance pour la communauté. « Notre arrivée au Togo entre dans le cadre d'un partenariat entre l'ONG FIT et notre souci est de contribuer, à travers diverses actions au développement de la population»; a déclaré Mlle Noémie Carré. Relativement au choix de la construction de la clôture du dispensaire de Kpimé, elle a indiqué que cela a été réalisé parce que la population en a fait une

priorité en raison du fait que les usagers d'engins qui y passent aux heures de travail troublent le bon déroulement des soins de santé. En raison du fait que ces humanitaires sont pour la plupart des étudiants en médecine, leurs actions ne sont pas seulement limitées aux travaux de construction de la clôture mais sont allées au-delà en touchant l'offre des services de santé. C'est ainsi qu'elles ont participé très activement à des actions de soin dans ce centre de santé que des actions antérieures avaient déjà contribuées à équiper en matériels.



Un volontaire aidant les maçons

D'autres actions liées à la santé notamment la santé de reproduction ont été menées au bénéfice des femmes qui ont été sensibilisées sur la nécessité d'adopter la planification familiale.

En raison de la place de l'éducation dans le développement de l'homme et de la société en général, les actions des humanitaires français ont aussi porté sur l'éducation. C'est ainsi que 372 kits scolaires ont été distribués aux élèves, et prioritairement aux plus nécessiteux afin de contribuer à soulager la peine des parents à la rentrée prochaine. Dans la foulée, des vêtements ont également été distribués.

« Nous sommes fiers des différentes activités réalisées qui pourront aider à contribuer au développement de Kpimé, »

s'est par ailleurs réjouie Mlle Noémie Carré.

Même sentiment chez les bénéficiaires à travers le président du Comité Villageois de Développement, M. Megbewokpo Elo. Pour lui les volontaires français, depuis quelque temps, contribuent au développement de la localité à travers des appuis au dispensaire et aux élèves. « Dans l'avenir, nous aimerions qu'ils nous aident à construire des logements pour le personnel soignant afin de permettre que les infirmiers logent dans l'enceinte», a-t-il martelé. Tel est également le souhait de Paul-Bernard Dotsévi de l'ONG FIT, qui, après avoir remercié ses partenaires, a également souhaité voir ce partenariat s'étaler dans la durée et se renforcer.

Sébastien

LA PROBLÉMATIQUE D'UNE CONSTITUTION NATIONALISTE (Suite)

C) Commentaires

La Constitution togolaise doit s'adapter aux exigences de l'histoire et des besoins d'une démocratie sérieuse, bien ancrée. Nous n'avons pas le temps à gaspiller, pour faire, comme le veulent les rigolos de la politique togolaise, des dialogues à longueur de décennies, des marches stupides pour un OUI ou un NON, des réformes destinées uniquement à exclure ou inclure X ou Y de la compétition électorale, etc. « Qu'il pleuve ou qu'il neige, que le Président des USA soit

assassiné ou pas, l'élection présidentielle a lieu tous les 4 ans, le mardi suivant le premier lundi du mois de novembre », dit la Constitution des USA ! L'énergumène qui nous a dit que les élections ne devaient pas se tenir pendant la saison des pluies, ici, au Togo, est timbré ! S'il ya des caprices de saisons, on se demande s'il va demander aux nuages de ne pas venir à certaines périodes de l'année... Les paysans qui vont aux champs, qu'il pleuve ou qu'il vente, ne peuvent pas aller déposer un bulletin de vote dans une urne,

dans leur propre village ? Un autre énergumène propose même qu'on peut repousser la présidentielle de 2015, pour faire les locales d'abord ! Elections présidentielle et législatives doivent être organisées à des dates précises, sauf cas de guerre ou de catastrophe naturelle majeure (tremblement de terre majeur)...

Pour être éligibles, les candidats togolais doivent être exclusivement de nationalité togolaise les bi ou tri-nationaux doivent se résoudre à ne choisir que la nationalité togolaise), et doivent être de gros

travailleurs, pas des paresseux qui passent leur temps à flemmarder, à longueur d'années, et à entraîner la jeunesse dans l'oisiveté et la délinquance...

Si les américains et les allemands en sont arrivés à privilégier ces mesures draconiennes salvatrices, c'est pour cause ! Et, au Togo, nous devons les imiter... sans aucun état d'âme..

Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et en Stratégie Sécuritaire